

La direction palestinienne: à quoi pourrait ressembler un nouveau modèle

Par Inès Abdel Razek, Ali Abdel-Wahab, Tareq Baconi, Marwa Fatafta, Dana El Kurd – 7 juin 2018



Deux décennies après les accords d'Oslo, la direction palestinienne a échoué à instaurer la paix, la justice et l'autodétermination pour le peuple palestinien. Il est vrai que l'échec de la direction a marqué la lutte des Palestiniens pendant le siècle passé et a été marqué aussi pendant le mandat britannique et pendant le soulèvement de 1936-39. Face à la crise de légitimité de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité Palestinienne (AP), Al-Shabaka a rassemblé ce Cercle sur le Leadership et la Responsabilité pour se concentrer sur ce qui pourrait et devrait se faire pour s'assurer d'une direction palestinienne qui représente pleinement les Palestiniens, restaure leur

unité et respecte leurs droits dans leur lutte pour la liberté.[\[1\]](#)

Marwa Fatafta et Alaa Tartir ont conjointement animé ce cercle politique ; ils ont identifié les participants, facilité le cadrage et le développement de son contenu, élaboré les questions clef et maintenu les débats sur la bonne voie. Au démarrage du cercle de politique sont posées ces questions clef : quel modèle de gouvernance pourrait assurer la pleine représentation démocratique et la participation populaire du peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur des Territoires Palestiniens Occupés (TPO) ? Comment pouvons-nous assurer qu'un nouveau leadership et de nouvelles institutions soient responsables face aux besoins du peuple palestinien et satisfassent à ces besoins ? Comment pouvons-nous dépasser la dispersion géographique et politique des Palestiniens ?

Tandis que les points de vue des analystes varient, tout part du principe que la direction palestinienne – que nombre de Palestiniens considèrent corrompue, dépassée et servant uniquement à supprimer la quête du peuple palestinien pour ses droits – doit à tout du moins être restructurée.

Dana El Kurd plaide pour un retour à la structure originelle de l'OLP par lequel la diaspora palestinienne jouerait un rôle clef dans le recentrement de la direction du peuple palestinien. Marwa Fatatwa et Inès Abdel Razek proposent des changements plus généraux, appelant à la décentralisation de l'OLP et de l'AP pour donner plus d'autorité au niveau local et briser le monopole du pouvoir de la direction actuelle. Tandis que Fatatwa souligne les défis qui freineraient un tel processus, Abdel Razek envisage ses travaux futurs. Tarek Baconi et Abdel-Wahab recommandent la formation d'un comité ou d'un organe en dehors de la direction actuelle pour instaurer un nouveau modèle de représentation. Pour Abdel Wahab, cela paverait le chemin d'une démocratie populiste conduite par des institutions de la société civile. Dans une analyse plus longue produite dans le cadre de ce cercle

politique mais publié séparément, Fadi Quran retrace les différents styles, ères, mécanismes et transitions de la direction palestinienne au cours du siècle passé et en retire des enseignements pour l'avenir. Sa contribution est sur <https://al-shabaka.org/circles/upending-the-palestinian-leadership-the-role-of-youth/>

Dana El Kurd

Jusqu'en 1994, l'OLP a servi un double objectif : un gouvernement en exil liant les Palestiniens en diaspora et une force militaire dédiée à la résistance contre le projet sioniste. Au fil du temps, l'agression israélienne a poussé l'OLP et sa direction à consolider et centraliser le pouvoir et à porter plus d'attention à son objectif militaire qu'à la gouvernance. Dans la foulée des Accords d'Oslo et, plus tard, de la rupture entre l'AP et le Hamas, chaque côté a développé sa propre forme de « gouvernance » et de structures armées, ceux qui se réfèrent à l'AP étant essentiellement engagés dans le maintien de la domination israélienne sur les territoires palestiniens. Il n'empêche que la structure originelle de l'OLP fournit l'opportunité d'une représentation et d'une participation démocratiques.

L'OLP sert d'organisation faîtière qui comprend le Conseil Central, le Comité exécutif et le Conseil national palestinien (CNP). Le CNP est le corps législatif censé représenter les Palestiniens de la Palestine historique et de l'étranger. Le CNP détient la plus grande autorité et responsabilité et ses membres sont en grande partie élus en plus d'être membres du Conseil législatif palestinien (CLP) en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En théorie, le CNP agit en contrôle du pouvoir de l'exécutif. Le Conseil central intègre des membres de toutes les branches de la structure de l'OLP et il est entendu qu'il fonctionne comme intermédiaire entre le CNP et le Comité exécutif en dehors de sessions du CNP.

Ainsi, les institutions et les mécanismes par lesquels les

Palestiniens peuvent tenir leur direction pour responsable et être impliqués dans la prise de décisions existent déjà. Au lieu de réinventer la roue, la société palestinienne au sein du pays et à l'étranger devrait exiger le retour à la structure originelle de l'OLP. Cela inclurait la réactivation du CNP par un appel à de nouvelles élections dans la diaspora et au pays via le CLP.

La fragmentation géographique et politique des Palestiniens offre certes un sérieux défi à tout projet de ce genre. Pour assurer une représentation politique, tous les groupes concernés de la société palestinienne doivent être incorporés sous l'égide de l'OLP, y compris les groupes islamistes.

Les institutions et les mécanismes par lesquels les Palestiniens peuvent tenir leur leadership pour responsable et participer au processus de décision existent déjà

Théoriquement, les membres du CNP devraient être responsables des circonscriptions qu'ils représentent. Par exemple des membres du CNP aux États Unis répondraient à la communauté palestinienne qui les a élus. Pour garantir un degré supérieur de responsabilité, de nouvelles élections pourraient aussi introduire la possibilité pour les électeurs d'une circonscription de rappeler tout membre du CNP.

De plus, tandis que l'OLP a fonctionné avec un CNP élu à une époque où internet n'existait pas, ni les réseaux sociaux ni une connectivité à grande échelle, les avancées technologiques peuvent aujourd'hui aider à alléger le poids de la dispersion géographique. De nombreux pays ont expérimenté la démocratie « numérique » ou « l'i-démocratie » ou 'l'i-gouvernement » dans les années récentes ; c'est le cas de l'Islande qui a amendé sa constitution par une participation en ligne et du Brésil qui a mis en œuvre le système de « l'i-democracia » par lequel les Brésiliens prennent part au débat parlementaire et interagissent régulièrement avec leurs représentants. Les talents de militants palestiniens engagés

pourraient être mis à profit pour initier une campagne d'enregistrement dans la diaspora palestinienne puis organiser des élections – tout cela étant facilité par ces nouvelles avancées technologiques et renseigné par des expériences antérieures de i-démocratie.

Il est important d'aborder le grief légitime contre les élections dans un environnement marqué par l'occupation et le nettoyage ethnique continu. Nombreux sont ceux qui argumentent que des élections dans un tel contexte ne servent qu'à distraire la société palestinienne en l'incitant à se chamailler pour des sièges plutôt que de faire face à la menace commune de l'agression israélienne. Ce grief n'est pertinent qu'en ce qui concerne les élections du CNP dont la direction se déchire sur qui contrôlera les quelques lambeaux qui restent du territoire. De telles divisions internes ne devraient pas entrer en ligne de compte s'agissant du CNP et, plus largement, de l'OLP. Réactiver les institutions du l'OLP et élire un organe législatif pour représenter les Palestiniens dans le monde est une étape nécessaire à la pleine incorporation des revendications des Palestiniens dans toute future négociation.

Créer de nouvelles institutions à partir de la base dans un environnement fragmenté et de plus en plus polarisé pourrait bien s'avérer impossible. Il est donc important d'utiliser les institutions dont disposent déjà les Palestiniens et de tenter de les réformer plutôt que de s'en débarrasser complètement.

Marwa Fatafta

Le modèle traditionnel de leadership palestinien est une forme de pouvoir patrimonial centralisé. La structure de pouvoir de la politique intra palestinienne a toujours tourné autour d'un personnage ou d'une faction, comme Yasser Arafat ou le Fatah, aidés et soutenus par un réseau de clients et de bienfaiteurs. La consolidation du pouvoir aux mains d'un acteur politique central a non seulement conduit les institutions

palestiniennes existantes à échouer à agir démocratiquement au nom du peuple palestinien, mais a aussi conduit à la marginalisation et à l'exclusion délibérée d'autres acteurs et factions politiques palestiniens perçus comme des rivaux. Elle a aussi créé un large fossé entre, d'un côté, la direction palestinienne actuelle et les élites qui la soutiennent et, d'un autre côté le reste de la population palestinienne.

La domination du Fatah sur l'OLP et, par la suite, sur l'AP, par exemple, a conduit à l'aliénation et à la réduction systématiques d'autres voix palestiniennes ; elle a réduit la fonction des institutions au service des intérêts du Fatah plutôt qu'aux intérêts du peuple palestinien au sens large.

Pour remédier à la consolidation du pouvoir, la décentralisation de la gouvernance est nécessaire et centrée sur les localités et communautés de base palestiniennes au sein des TPO et en diaspora. De plus, le système actuel de gouvernance palestinien est truffé de corruption et d'abus de pouvoir, sans redevabilité envers le peuple palestinien. Être capable de demander des comptes à un gouvernement est un prérequis pour tout système fonctionnel de gouvernance démocratique. Donc une ligne verticale de reddition de comptes doit passer de ces localités à l'OLP par des mécanismes tels qu'un organe législatif en fonctionnement et des élections régulières, libres et justes. Ces lignes de responsabilité ne peuvent toutefois pas exister seules. Des systèmes horizontaux internes de reddition de comptes sont aussi nécessaires pour garantir un fonctionnement pleinement transparent, sans corruption ni abus de pouvoir des institutions palestiniennes. Dans l'état actuel des choses, le manque de séparation des pouvoirs au sein du modèle actuel de leadership palestinien nécessite une rectification urgente.

Le manque de séparation des pouvoirs au sein du modèle actuel de leadership palestinien nécessite une rectification urgente

Le Président palestinien Mahmoud Abbas agit à la tête de

l'OLP, à la tête de l'AP et à la tête de son parti politique, le Fatah. Il a aussi un pouvoir législatif en l'absence d'un CLP en état de fonctionner. Le président prend à lui seul des décisions politiques sur le présent et l'avenir de tous les Palestiniens ; cela a des effets catastrophiques sur la cause palestinienne et sur la direction qu'il préside. L'OLP doit dépasser toutes les factions palestiniennes et mettre fin au monopole du Fatah.

Ensuite, la mainmise factionnelle de l'AP sur l'OLP pourrait être supprimée en séparant la présidence des deux institutions. Une proposition est que le président palestinien préside l'OLP et que l'AP, sous la conduite d'un premier ministre, soit responsable vis-à-vis d'un organe législatif de l'OLP. Le rôle de l'AP doit aussi être transformé d'un pouvoir législatif et exécutif *de facto* en un organe technocratique qui fournirait des services et administrerait au quotidien les affaires du peuple palestinien de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Le changement va être difficile dans le contexte actuel d'occupation militaire, de division politique entre le Fatah et le Hamas et de confiscation du pouvoir par les élites palestiniennes corrompues. Quatre principaux défis entravent l'établissement d'un nouveau modèle de leadership palestinien démocratique et responsable. Le premier est la résistance de la direction palestinienne et de son réseau de clientèle à une réforme qui priverait de leurs privilèges politiques et économiques ceux qui sont au pouvoir. Le changement politique institutionnel requiert une volonté et un engagement politiques sérieux ; autrement, les Palestiniens sont effectivement dans la répétition des expériences de pays arabes voisins, dont les organes corrompus de gouvernance réussissent à mettre en avant de nouvelles têtes plus brutales que les précédentes. En d'autres termes, ce qu'il faut c'est un changement institutionnel réel plutôt que de se concentrer sur le remplacement d'Abbas – une question souvent discutée

dans la communauté internationale.

Un deuxième défi réside dans l'opposition externe à tout changement dans la direction. La communauté internationale, par exemple, a rejeté l'élection du Hamas au CLP en 2006 en dépit de l'évidence que les élections étaient libres, justes et qu'elles représentaient la volonté du peuple palestinien. Cela montre clairement que la direction palestinienne n'est pas une affaire palestinienne uniquement mais qu'elle est susceptible d'interventions extérieures. Troisièmement, l'apathie des Palestiniens et leur désenchantement du processus politique doivent être pris en compte. Comment les Palestiniens peuvent-ils restaurer la confiance et, plus important, encourager les Palestiniens à engager un nouvel organe ou un organe réformé malgré la déception vis-à-vis du leadership palestinien passé ? Le quatrième défi pourrait émerger de difficultés techniques dues à la fragmentation géographique du peuple palestinien. L'utilisation d'outils numériques technologiques et innovants est un moyen possible de dépasser la dispersion territoriale, en particulier dans le contexte d'élections, mais il apporte son lot de défis tels que l'accès des Palestiniens à internet et à la technologie mondiale et le risque de manipulation de résultats de votes numériques.

Inès Abdel Razek

L'état actuel de la communauté internationale et de la direction israélienne, comme de la politique intérieure palestinienne ont freiné tout leader ou force politique palestiniens pouvant suggérer une vision à moyen-long terme et une stratégie de libération nationale.

Les leaders palestiniens actuels étaient actifs dans le mouvement de libération des années 1960 aux années 1990 et leur façon de penser la libération et la forme de leur lutte stagne. Quelques uns sont opposés à tout changement. Cette direction obsolète doit laisser la place à la jeune génération

pour fissurer une concentration du pouvoir qui a trop duré, occupée actuellement par des personnalités de l'AP et de l'OLP. Il y a parmi nous des Palestiniens compétents, qui ont des idées et des visions politiques sensées et orientées vers l'action, mais ils sont atomisés et ne peuvent trouver place dans l'OLP telle qu'elle est aujourd'hui.

Il faut assurer une représentation vraiment démocratique des Palestiniens pour écarter cette structure de pouvoir consolidée et cela peut être réalisé par la décentralisation et le renforcement du pouvoir au niveau local, ainsi que par une réforme de la structure de l'OLP. La décentralisation est nécessaire étant donné l'éclatement territorial des Palestiniens, tandis qu'une délégation de pouvoir et de financement à des niveaux locaux diminuerait le monopole du pouvoir. Dans le cas hypothétique de la solution d'un État unique, il faudrait avoir un modèle fédéral fortement décentralisé de gouvernorats ou districts autonomes.

Il est important de se centrer sur le niveau local sachant que c'est le niveau auquel se sont faites les élections des 12 dernières années. Et les Palestiniens s'identifient culturellement et socialement à leur ville ou région géographique, ce qui prédispose les communautés au localisme. Au-delà des élections, il y a un besoin de forums où tous les représentants locaux se rencontrent de façon régulière pour aborder les intérêts souvent concurrents entre localités et pour garantir la cohésion territoriale.

Les Palestiniens ont besoin d'un système de leadership politique national fort qui prenne en charge la décentralisation.

Les services publics de base pour les Palestiniens tels que l'eau et l'éducation élémentaire devraient aussi être gérés localement avec une orientation stratégique centrale. Des années de méfiance dans l'AP et la faiblesse de ses services publics du fait de la privatisation ont érodé l'engagement

civique. Confier directement la gestion des ressources vitales aux collectivités locales pourrait nourrir un sens de la propriété et du devoir civique et favoriser plus de redevabilité de la part des gestionnaires. L'implication citoyenne directe sur la question des ressources peut aussi développer la volonté de payer des impôts, actuellement affaiblie par la corruption et la privatisation.

La direction centrale reste cependant importante. Les Palestiniens ont toujours souhaité avoir des figures enthousiasmantes qui défendent leurs droits et leurs aspirations en toute intégrité. Ainsi, le besoin est celui d'un système politique et institutionnel hybride de leadership politique national fort, doté d'une direction stratégique claire qui mette en œuvre la décentralisation.

Les Palestiniens devraient aussi avoir un organe législatif en état de fonctionner et habilité, qui représente tous les partis et factions politiques. Cet organe devrait être renouvelé tous les quatre à cinq ans au suffrage universel. Dans le cas de la solution d'un État unique, tout le monde devrait avoir droit à une juste représentation basée sur une organisation sérieuse de districts ou collectivités locales. Les réfugiés palestiniens et les Palestiniens de la diaspora devraient aussi être représentés. Un tel système ne peut advenir qu'avec une restructuration de l'OLP et une transformation de l'AP, qui n'est qu'un demi-gouvernement créé par les accords d'Oslo et qui a freiné la construction d'une souveraineté palestinienne future.

Le nouveau modèle devrait aussi prendre en considération la diversité démographique, en particulier en ce qui concerne les femmes et les jeunes. La sous-représentation de ces groupes est tombée à un niveau dramatiquement bas en dépit de leur accès à de hauts niveaux d'éducation. Quand l'âge moyen au Conseil central de l'OLP n'est pas inférieur à 65 ans, comment cette assemblée peut-elle apporter une vision innovante et entraînante pour l'avenir ? L'introduction de quotas de femmes

et de jeunes dans les structures décisionnelles, les partis politiques et les directions dans le secteur privé concrétiserait cette étape.

Les contre-pouvoirs sont aussi un élément-clef d'un système démocratique qui fonctionne effectivement, en Palestine comme ailleurs dans le monde. Des lois et des espaces publics devraient garantir le plein respect des droits humains et des libertés publiques et politiques des citoyens, sans exclure les journalistes et les militants. Par exemple, les media et les informations en ligne doivent être diversifiés et professionnalisés de façon à positionner et ancrer la Palestine dans la région et dans le monde avec sa narration propre tout en donnant la parole aux gens au-delà des habitués des sphères économiques, politiques et sociales. Professionnaliser et renforcer les capacités de canaux indépendants de télévision et de la presse écrite serait un point de départ. Les enfants et les jeunes devraient aussi être encouragés à lire, à développer leur curiosité intellectuelle, à douter et à avoir l'esprit critique, et le système scolaire doit leur apprendre comment filtrer l'information en ligne. Développer les capacités plutôt que gaver et imposer ces dispositifs de compétences préparera la prochaine génération de Palestiniens à participer à une démocratie dynamique.

Tareq Baconi

Qu'elles soient réformées ou nouvelles, les institutions palestiniennes représentatives devraient être fondées sur un modèle qui tienne compte de l'éclatement géographique du peuple palestinien et de la diversité de ses luttes locales. La société palestinienne pourrait accéder à cette forme de représentation par une sorte de recensement ou d'élections au niveau local, que l'on rencontre dans des circonscriptions palestiniennes. Une direction de l'OLP cherchant à redonner vie au Conseil National Palestinien sous forme d'un organe véritablement représentatif pourrait lancer une initiative

pour mettre en œuvre ce processus. Un moyen innovant alternatif tel un vote numérique est aussi une option possible ; cette approche devrait être couplée avec une assistance apportée aux Palestiniens qui n'ont pas accès aux plateformes virtuelles des organisations de base de la société civile.

Les institutions palestiniennes devraient tenir compte de l'éclatement géographique des Palestiniens et de la diversité de leurs luttes au niveau local

Avant que cette étape puisse être accomplie, les Palestiniens doivent déterminer si la direction représentative devrait se construire sur la base d'institutions existantes ou créer une alternative pour supplanter le leadership existant. Selon la voie qui sera choisie, les défis varieront. Mais, dans les deux options, la responsabilité et la légitimité seront une des questions les plus critiques que les leaders de l'initiative auront à aborder. Comment assurons-nous une large acceptation de ce processus si un organe « national » ne fait pas progresser la démarche ?

Un moyen de relever ces défis serait de créer un comité crédible, coupé des institutions dirigeantes corrompues et illégitimes, pour piloter cette initiative. Le comité devrait être représentatif et composé de membres clairement validés par leurs communautés locales. Une fois établi ce comité, le processus de promotion d'une représentation légitime dans l'appareil politique palestinien pourrait commencer. Ce n'est que par un tel processus, conduit depuis la base vers le haut qu'une vraie direction palestinienne représentative peut être formée.

Ali Abdel-Wahab

En 2015, le groupe Economist Intelligence Unit a conclu que la Palestine a un système « hybride », plus spécifiquement un régime à la fois autoritaire et semi-démocratique. Le

meilleur modèle pour les Palestiniens serait cependant la démocratie populaire ou populiste représentée par les organisations de la société civile. La création de réseaux importants dans la société civile préparerait correctement l'accès, l'association et la mobilisation politique des Palestiniens. Ce modèle fournirait l'opportunité d'une pensée vraiment démocratique et d'un véritable processus décisionnel.

Une démocratie populiste fournirait aux Palestiniens l'opportunité d'une pensée vraiment démocratique et d'un véritable processus décisionnel

Les modèles de démocratie passés et présents fondés sur les partis politiques palestiniens et sur l'approche de l'AP sont tous contaminés par l'occupation israélienne, les divisions internes palestiniennes, la personnalisation et la corruption politique. Pour la réussite d'un modèle démocratique populiste, les Palestiniens auraient besoin, en plus de réseaux de la société civile, d'un organe d'audit qui contrôle l'autorité et garantisse la redevabilité. Cet organe introduirait progressivement des intérêts et valeurs représentatifs dans la conception des politiques.

Le modèle populiste pour les Palestiniens est face à plusieurs défis, dont l'éclatement géographique et le manque d'une conscience politique collective au sein du peuple palestinien du fait de la diffusion d'une culture de la peur et de la soumission. Les institutions de la société civile palestinienne doivent donc mettre en place une feuille de route concentrée, basée sur une démocratisation réelle et sur la consolidation de valeurs culturelles, politiques et démocratiques. Les titulaires du régime, les partis politiques et les intellectuels devraient rester en arrière dans le développement de ces plans, qui doivent faire avancer la participation politique comme culture et comme système.

Notes:

Un cercle de politique Al-Shabaka est un outil spécifique utilisé pour engager un groupe d'analystes dans une étude et une réflexion de long terme sur un problème d'importance cruciale pour le peuple palestinien. Dans la méthodologie de notre cercle de politique, les participants sont originaires de différentes parties du monde et peuvent introduire d'autres expertises de réseaux internes à Al-Shabka ou extérieurs, selon les besoins. Les membres du cercle de politique produiront aussi, ensemble ou séparément, des billets et commentaires politiques pour le cercle de politique lui-même et prendront part à d'autres débats en ligne de Al-Shabaka tel notre Policy Lab.

Inès Abdel Razek : membre d'Al-Shabaka, elle est conseillère en coopération pour le développement durable, principalement sur les politiques publiques et la coopération intergouvernementale. Elle a un Master's de Sciences PO Paris en relations publiques. Elle a travaillé avec l'ONU et d'autres institutions multilatérales ; elle vit actuellement à Ramallah et agit en conseil auprès du gouvernement palestinien. Twitter: @InesAbdelrazek.

Ali Abdel-Wahab, membre du domaine politique de Al-Shabaka, vit dans la bande de Gaza et travaille au Pal-Think en études stratégiques. Il a travaillé à la Commission Internationale de Soutien aux Droits des Palestiniens (CISDP). Abdel-Wahab est aussi chroniqueur sur le blog d'Al-Jazeera, sasa post, et dans d'autres magazines. Il est de même formateur en droits humains, plaidoyer et création littéraire.

Tareq Baconi, analyste de Al-Shabaka, a été membre du programme de Al-Shabaka sur la politique américaine en 2016-2017. Le livre qu'il va prochainement publier « *Hamas Contained : The Rise and Pacification of Palestinian Resistance* » (Le confinement du Hamas ; développement et pacification de la résistance palestinienne) est publié par Stanford University Press. Tareq a un doctorat en relations internationales du Kings College de Londres, qu'il a effectué

parallèlement à une carrière de consultant en questions énergétiques. Il est aussi diplômé de l'Université de Cambridge (en relations internationales) et de l'Imperial College de Londres (en ingénierie chimique). Tareq est adjoint invité sur le Middle East Project (Projet Moyen Orient). Ses écrits ont été publiés dans la revue Foreign Affairs, Sada : dotation Carnegie pour la Paix internationale, le Guardian, le Huffington post, le Daily Star, Al Ghad et Open Democracy.

Marwa Fatafta est une écrivaine palestinienne, chercheuse et analyste politique vivant à Berlin. Elle est actuellement la conseillère régionale pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, du secrétariat de Transparency International. Son travail est centré sur les questions de gouvernance, de corruption, de responsabilité et de l'espace de la société civile dans le monde arabe. Marwa a été boursière Fullbright aux États Unis et détient un MA en relations internationales de l'École Maxwell de citoyenneté et d'affaires publiques de l'Université de Syracuse. Elle a un deuxième MA en développement et gouvernance de l'Université de Duisbourg-Essen.

Dana El Kurd, membre d'Al-Shabaka, a obtenu un doctorat en science politique de l'Université d'Austin, Texas. Elle est spécialisée en politiques comparées et en relations internationales. Sa thèse explore comment les bailleurs internationaux influencent la consolidation autoritaire dans les territoires palestiniens. Dana écrit régulièrement pour des publications telles que Al-Araby al Jaded, le blog Monkey Cage du Washington Post, et Foreign Affairs. Elle travaille actuellement comme chercheuse au Centre Arabe pour la recherche et les études en politique, et pour son institution sœur, l'Institut de Doha pour les études supérieures de second cycle.

Source : [Al Shabaka](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine